



# Les périodiques d'information scientifique à Maurice pendant la période coloniale

Mayila Paroomal

## ► To cite this version:

Mayila Paroomal. Les périodiques d'information scientifique à Maurice pendant la période coloniale. *Revue historique de l'océan Indien*, 2006, Science, techniques et technologies dans l'océan Indien : XVIIe-XXIe siècle, 02, pp.125-137. hal-03412346

**HAL Id: hal-03412346**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412346>**

Submitted on 3 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les périodiques d'information scientifique à Maurice pendant la période coloniale

Mayila Paroomal  
University of Mauritius

## INTRODUCTION

Qu'une vie intellectuelle ait vu le jour relativement tôt, pendant la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'île de France est généralement reconnu, tout autant que le rôle prépondérant qu'y joua Pierre Poivre, l'intendant de la colonie, avec la collaboration de scientifiques comme Commerson. Pourtant, si l'on exclut les quelques notices biographiques sur certains scientifiques, les travaux sur l'histoire de la recherche scientifique ou technologique à Maurice sont plutôt récents. On peut mentionner, entre autres, les travaux de M. Ly-Tio-Fane<sup>1</sup>, de R. Grove<sup>2</sup>, de J. Manrakhan<sup>3</sup> et de W. Storey<sup>4</sup>. Quant à la presse scientifique à Maurice, elle ne semble pas non plus avoir fait l'objet d'étude jusqu'à présent. Ceci n'est toutefois pas étonnant lorsque l'on sait qu'il n'y a eu jusqu'ici que très peu d'études approfondies sur la presse générale d'informations à Maurice qui a pourtant une longue histoire.

Ce présent travail se veut être une modeste contribution à l'histoire de la recherche scientifique à Maurice à travers l'éclairage qu'offrent les principaux périodiques scientifiques qui furent publiés, de manière plus ou moins régulière, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la colonie. Nous tenterons de cerner le contenu des périodiques (est-ce qu'ils relèvent du diffusionnisme ou d'une science locale, quels sont les sujets traités, etc.), le profil des producteurs d'informations et/ou de recherches scientifiques, et les liens que pouvait entretenir la recherche scientifique avec le pouvoir politique dans cette société coloniale.

L'imprimerie fut également introduite dans la colonie par Pierre Poivre à son arrivée, à la fin des années 1760. Quelques années après la mise en opération de l'imprimerie, le premier journal hebdomadaire fut créé, en 1773. Si la presse et la vie intellectuelle virent le jour durant la même période, les périodiques scientifiques n'apparurent que plusieurs décennies plus tard. La publication de l'information scientifique locale n'allait toutefois pas attendre la création de ces périodiques. Les relations de voyage, comme celles de Bory de Saint-Vincent et de Milbert, avaient déjà permis de diffuser des informations à caractère scientifique sur Maurice et les îles

1. Madeleine Ly-Tio-Fane, « *Royal Society of Arts and Sciences of Mauritius – 150<sup>th</sup> anniversary commemoration. Notice historique* », in *Cent-Cinquantième de la Société Royale des Arts et des Sciences de l'Île Maurice, 1829-1979*, The Standard Printing Establishment Co. Ltd, Henry & Cie Ltée, Maurice, 1979, pp. 3-27.

2. Richard Grove, *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge University Press, 1995.

3. Jagdish Manrakhan, *History of Agricultural Research in Mauritius*, Editions de l'océan Indien, 1997.

4. William K. Storey, *Science and Power in Colonial Mauritius*, University of Rochester Press, 1997.

voisines. La presse générale publia, dès la période française, des articles de vulgarisation scientifique résultant de la recherche à Maurice ou d'ailleurs. On peut citer le *Journal des Isles de France et de Bourbon*, journal « littéraire », créé en 1786, qui comprenait des articles d'intérêt scientifique, par exemple, sur la Nauscopie, découverte d'un certain M. Bottineau, créole de La Réunion qui vint à l'Île de France pour continuer ses observations<sup>5</sup>. Des publications locales, souvent annuelles, incluant des informations ou des données scientifiques virent également le jour : par exemple l'*Almanach des Marins*, le *Calendrier des Isles de France et de Bourbon* qui incluait des données d'astronomie, ou encore le *Rapport Annuel de la Société d'Histoire Naturelle*<sup>6</sup>.

Le premier périodique scientifique, *Transactions of the Royal Society of Arts and Sciences of Mauritius*, vit le jour en 1847<sup>7</sup>, presque un demi-siècle après la création de la première *Société des Sciences et des Arts de l'Île de France* (en 1801) qui réunissait des scientifiques comme Bory de Saint-Vincent, Lislet Geoffroy et Cérès<sup>8</sup>. Cette société devait laisser la place en 1805, à la *Société d'Emulation de l'île de France*, qui allait elle-même être suivie par la *Société d'Histoire Naturelle de l'île Maurice*, qui lança le premier périodique scientifique au moment où elle se transformait en *Société Royale des Arts & des Sciences*.

Dans cette colonie qui se transformait en « île à sucre » dans les premières décennies de l'occupation anglaise, les administrateurs britanniques, dont les intérêts convergeaient avec ceux des grands planteurs franco-mauriciens, allaient encourager et soutenir la recherche scientifique. Le britannique Charles Telfair, chimiste, médecin, et secrétaire particulier du gouverneur Farquhar, allait réussir à se faire admettre, en 1816, au sein de la Société d'Emulation qui réunissait l'élite locale. C'est Telfair lui-même, devenu également planteur, qui allait créer la *Société d'Histoire Naturelle de l'île Maurice* en 1829. Si les points de vue des administrateurs britanniques et des planteurs locaux ne seront pas toujours identiques, le pouvoir politique et la science allaient toutefois faire bon ménage ; les sociétés savantes allaient constituer un terrain de rencontre entre l'élite locale et les administrateurs britanniques. Les auteurs des conférences, articles et autres études publiés par les périodiques scientifiques des sociétés savantes comprendraient jusqu'au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, des membres de l'élite franco-mauricienne rejoints par ceux de l'élite des gens de couleur<sup>9</sup> et auxquels s'ajoutaient des britanniques - fonctionnaires et autres -, ainsi que d'autres scientifiques occidentaux de passage<sup>10</sup>.

5. *Journal des Isles de France et de Bourbon*, numéros de mai & nov. 1786, cités in *Transactions of the Royal Society of Arts & Sciences of Mauritius*, Series C, n° 2, Feb. to Aug. 1933, p. 23 ; Auguste Toussaint in *Le Mauricien*, 26 nov. 1949.

6. Le premier rapport de la *Société d'Histoire Naturelle de l'île Maurice* aurait vu le jour dès 1830 selon Ly-Tio-Fane (note 8, *150 th anniversary*, op. cit.). A. Toussaint & H. Adolphe, (*Bibliography of Mauritius*, 1502-1954, Printed by Esclapon Limited, 1956) répertorient le *Rapport Annuel sur les Travaux de la Société D'Histoire Naturelle de L'île Maurice*, de 1834-35 (publié en 1835) à 1841-42.

7. *Transactions of the Royal Society of Arts and Sciences of Mauritius*, d'août 1847 (publié en 1848) à décembre 1948 (publié en 1949).

8. Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

9. Il faut souligner que Lislet Geoffroy, homme de couleur, était l'un des fondateurs de la première société savante de l'île de France.

10. Par exemple, Karl Mobius, Professeur de Zoologie à l'Université de Kiel, « Relations extérieures de la vie des animaux marins » in *Transactions...*, vol XI, New Series, 1883 ; Nicolas Pike, Consul des Etats Unis à Maurice de 1867 à 1874 qui « enrichit la Société de communications, (qui furent publiées dans les Transactions) », in Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

## Transactions of the Royal Society of Arts & Sciences of Mauritius

C'est suite à l'intervention des administrateurs britanniques que la *Société d'Histoire Naturelle de l'île Maurice* obtint le statut « royal » devenant ainsi la *Royal Society of Arts & Sciences of Mauritius* (*Royal Society*), en 1847. En outre, c'est grâce aux subsides du gouvernement - subsides qui ne seraient maintenus « *que si les membres montraient la volonté de soutenir les buts de leur Société afin qu'elle serve les intérêts de la Colonie* »<sup>11</sup> que *Transactions of the Royal Society of Arts & Sciences of Mauritius* (*Transactions...*), la revue de la *Royal Society*, allait pouvoir être imprimée<sup>12</sup>. De manière générale, étaient reproduits dans *Transactions...* les procès-verbaux des réunions et assemblées générales de la *Royal Society*, les documents auxquels les discussions/réunions faisaient référence, les textes des Conférences données lors des rencontres de la société ou des conférences données à l'étranger par un de ces membres, des résumés d'études ou d'ouvrages publiés, des travaux inédits, des informations scientifiques compilées, des rapports ponctuels comme le Rapport de la Commission de l'exposition annuelle, etc.

Le contenu de *Transactions...* révèle une grande variété et diversité de sujets reflétant l'éclectisme voulu par la *Royal Society*: « *tous les genres d'études qui rentrent dans le domaine des sciences et des arts seraient désormais et indistinctement l'objet de ses soins et de son attention* »<sup>13</sup>. Les sujets reflétaient une préoccupation foncièrement locale, dans la tradition de la philosophie prônée par le naturaliste Commerson: « *point d'autres sujets à traiter que les exotiques* »<sup>14</sup>. Les membres fondateurs voulaient que des « *catalogues des produits indigènes à Maurice* » soient établis. Les articles d'ordre scientifique général n'ayant pas une incidence ou un intérêt direct pour le local étaient plutôt rares<sup>15</sup>. Le premier numéro de *Transactions...* constituait « *le premier corpus d'agronomie tropicale compilé aux Mascareignes* » et dont la méthode de collecte d'informations est à souligner: elle consistait en un questionnaire soumis « *à tous les planteurs dans le but de réunir un dossier complet sur l'état de l'agriculture dans le pays* »<sup>16</sup>. Ces informations complétées par la contribution des planteurs de Bourbon marquent l'intérêt qui sera régulièrement porté à la région par la revue *Transactions...*

Comme l'on pouvait s'y attendre, la faune et la flore indigènes occupèrent une place importante dans les publications de *Transactions...*, et certains numéros y consacrèrent plusieurs articles<sup>17</sup>. De même, dans le contexte tropical insulaire, la

11 Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.; Manrakhan, op. cit., pp. 37-38.

12. *Transactions...*, New Series, Vol. I, Part II, 1860.

13. Procès verbaux de la Société d'Histoire Naturelle de l'île Maurice du lundi 24 août 1846, cité par Ly-Tio-Fane, *150 th Anniversary...*, op. cit.

14. C'est ce que préconisait Commerson, en 1769, pour l'Académie qu'il voulait créer, in *Lalande, Eloge de M. Commerson. Obsns Physique Hist. Nat. Arts*, éd. par l'Abbé Rozier, 5 janv 1773, p. 104, cité par Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

15. On peut citer par exemple « *On Drops* », un article sur la définition et la composition d'une goutte, in *Transactions...*, New Series, Vol. II, part I, 1865.

16. Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

17. Par exemple, *Transactions...*, Vol. XI, 1883, New Series contient entre autres, « *Note sur quelques espèces nouvelles appartenant à la classe des Echinodermes* », « *Liste des poissons collectionnés à Maurice et aux Seychelles* », « *Choix de mousses exotiques nouvelles ou mal connues* ».

revue consacra plusieurs articles à la santé publique et aux maladies, par exemple l'*Acute Anœmic Dropsy*, maladie qui aurait sévi dans la colonie en 1878-79<sup>18</sup>, ou encore la maladie appelée « *Tambave* »<sup>19</sup>. Dans le texte d'une conférence sur le paludisme, fléau de la colonie à l'époque, publiée par la revue, si l'on peut remarquer qu'il n'y avait pas beaucoup d'informations sur le cas de Maurice, il est toutefois intéressant de faire ressortir que vers la fin de la communication, l'auteur préconise une approche préventive qui implique la population et non seulement les savants ou scientifiques : « *Il faut enfin éclairer la population intéressée par une propagande éducatrice patiente et tenace afin qu'en ayant compris les raisons elle apporte sa sympathie et sa coopération à l'exécution des mesures qu'il sera nécessaire d'appliquer. La collaboration active des habitants de la région constitue (...) un élément primordial de succès* »<sup>20</sup>.

La revue publia également des écrits de portée informative et pratique dans *Transactions...*, par exemple sur l'utilisation de différents produits naturels ou autres comme désinfectant<sup>21</sup> et sur la distribution d'eau<sup>22</sup>. Quant à l'histoire, elle fut « *très honorablement représentée depuis la création du Comité d'histoire en 1863, un renouveau de l'intérêt qu'avait montré la Société Libre d'Emulation pour l'histoire de Maurice* »<sup>23</sup>. On peut citer, par exemple, un article sur les récits des premiers navigateurs concernant Maurice et La Réunion<sup>24</sup>, un autre sur les premières mentions de Maurice sur les cartes<sup>25</sup>, ou, encore, un article traitant, entre autres, des origines ethniques des esclaves amenés de la côte orientale de l'Afrique à Maurice<sup>26</sup>. Des articles traitant de la langue créole trouvèrent également leur place dans la revue : « *Petits entretiens sur notre Patois* »<sup>27</sup> par Savinien Meredac.

### Echange d'informations et « diffusionnisme »

*Transactions...* avait un rôle important en matière de diffusion et d'échanges d'informations. La revue était envoyée au British Museum<sup>28</sup>, au Smithsonian Institution<sup>29</sup> ou échangée contre d'autres bulletins comme par exemple celui de l'*Association Française pour l'Avancement des Sciences*<sup>30</sup>. *Transactions...* recevait des revues de divers pays étrangers, par exemple le *Bulletin de la Société des Naturalistes de Moscou*<sup>31</sup> et rendait compte des écrits sur Maurice qui paraissaient dans des bulletins ou publications étrangers, par exemple le *Bulletin de la Société de Physique et d'Histoire Naturelle de Genève* qui publia la description de plusieurs

18. *Transactions...*, New Series, vol. XIV, 1884, p. 66-81.

19. « *Quelques considérations sur le mot Tambave* » in *Transactions...*, vol. 2, part 2, 1860.

20. *Transactions...*, Series C, n° 2, 1934, p. 33-43.

21. *Transactions...*, New Series, vol. I, part 2, 1860, p. 300-348.

22. « *Observations on the Water Supply of Mauritius* », in *Transactions...*, New Series, vol. II, part I, 1860.

23. Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

24. *Transactions...*, New Series, vol. II, part I, 1860.

25. « *On the earliest Cartographic Notices of Mauritius* », *Transactions...*, New Series, vol. IV, 1870, p. 83...

26. W. H. Ingrams, « *Some points of contact between Mauritius and East Africa* », in *Transactions...*, Series C, 13 nov. 1929-11 May 1932, pp. 37-67.

27. In *Centenaire de la Société...*

28. *Transactions...*, New Series, vol. XI, p. 18.

29. *Transactions...*, New Series, vol. XII, p. 3.

30. *Transactions...*, New Series, vol. XI, p. 18.

31. *Transactions...*, ibid, p. 24.

espèces nouvelles de mousses de Maurice<sup>32</sup>. L'échange de revues entre institutions permettait la circulation et l'échange d'informations non seulement avec l'Europe mais aussi avec d'autres colonies. D'ailleurs, une des préoccupations de la revue fut dans une certaine mesure la recherche de technologies adaptées au contexte insulaire, et le terme « émulation » devait revenir plusieurs fois dans la revue. Ainsi, le rapport de la Commission de l'exposition intercoloniale de 1859, publié dans la revue<sup>33</sup>, faisait ressortir les faiblesses des industries et techniques et rappelait la nécessaire émulation et la découverte des techniques dans la région, à Maurice et à La Réunion.

Le sujet des plantes médicinales fut traité à différentes reprises par la revue *Transactions...* pour faire ressortir les propriétés curatives ou vermifuges<sup>34</sup> de ces plantes ou leur utilité générale. L'on y exprimait le souhait que plusieurs plantes médicinales, dont la réputation « *n'a pas dépassé les limites de nos îles* » soient connues et exploitées « *dans l'intérêt de la science et de l'humanité* »<sup>35</sup>. En 1857, un numéro complet<sup>36</sup> fut consacré aux « *plantes médicinales de Maurice indigènes ou cultivées dans les jardins* ». Les retombées de ce numéro illustrent comment l'intérêt scientifique international pouvait être suscité par une revue coloniale. La démarche qui permit à ce recueil d'informations sur les plantes médicinales de voir le jour contredit le schéma diffusionniste selon lequel les connaissances ou techniques venaient du *centre* (Europe) vers la *périphérie* (les colonies). Il est à noter que ce schéma a déjà été remis en cause par Storey, en ce qui concerne la canne à sucre. A travers la publication de ce recueil, ce sont des pratiques et des connaissances locales qui, de surcroît, provenaient de ceux qui se trouvaient au plus bas de l'échelle sociale, qui étaient érigées en science.

Inspiré par un travail similaire sur les plantes indigènes du Cap de Bonne Espérance, le chercheur mauricien précisait toutefois : « *force nous a été d'élargir notre cadre et d'ajouter à la liste des plantes médicinales croissant spontanément à Maurice, celles que la culture y a naturalisées et dont les praticiens créoles se servent également comme médicaments* »<sup>37</sup>. Ce recueil conséquent d'environ 250 plantes médicinales à Maurice, n'était pas destiné qu'aux scientifiques : « *Notre livre a été écrit plutôt pour les gens du monde que pour les hommes de science* ». Les objectifs de l'auteur étaient d'en faire une sorte de manuel pratique contenant l'origine des noms des plantes, leur noms « vulgaires » dans différentes langues en usage dans la colonie, en anglais, français, créole, indien, ainsi que leur nom « technique » ; leur description et leurs attributions, leur usage par diverses composantes de la population locale ou à l'étranger, notamment en Inde et Madagascar, ainsi que les localités où on pouvait les trouver.

32. *Transactions...*, ibid, pp. 16-17.

33. *Transactions...*, New Series, vol. II, part I, 1860.

34. Par exemple, « *Note sur les propriétés vermifuge* », in *Transactions...*, vol. I, part 2, New series, 1860, p. 296-299

35. Le Rapport de la Commission de l'Exposition tenue en 1859 in *Transactions...*, vol II, part I, 1860

36. *Transactions...*, New Series, vol I, part 1, 1857

37. Préface, ibid

Tout en soulignant que : « C'est sous toutes réserves que nous énonçons les qualités attribuées à quelques unes des plantes mentionnées dans notre ouvrage ; nous n'avons répété à ce sujet que ce que nous avons entendu dire et nous ne présentons comme revêtues d'un caractère officiel que celles dont les médecins nous ont garanti l'efficacité », l'auteur faisait ressortir la grande efficacité de ces remèdes transmis par la tradition orale : « il en est (...) dont l'emploi entre les mains de quelques uns de nos empiriques, a produit de merveilleux résultats, et nous savons que des maladies rebelles au traitement éclairé de nos plus habiles docteurs, ont cédé comme par enchantement à l'aide de plantes administrées par des hommes vulgaires et sans aucune instruction. Peut-être se souvient-on encore de Gassin, et de ces malades atteints de diarrhées chroniques, condamnés comme on dit par les médecins, et que Gassin a arrachés à une mort certaine. ». Des cures transmises par la tradition orale allaient être consignées à l'écrit : « De nos jours on cite les cures obtenues par le sirop de l'abbé Spain, par le remède de Madame Carter, celui de Lagravelle, et ceux donnés par Pierrot, Calyste et tant d'autres encore dont les noms nous échappent. ».

Recueillir ce patrimoine traditionnel oral et local ne fut pas chose aisée, étant donné la réticence des informateurs : « Les renseignements que nous avons pu nous procurer ici ont été en quelque sorte arrachés, lambeaux par lambeaux, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, de la bouche des praticiens créoles qui presque tous s'enveloppent d'ombre et de mystère, et dont l'habileté semble consister à ensevelir dans le plus profond secret les recettes qu'ils possèdent ». L'auteur du recueil des « plantes médicinales » avouait : « Quelque peine que nous ayons prise, nous n'avons pu obtenir d'eux une pleine et entière confession. C'était toujours à mots couverts qu'ils s'exprimaient, ou bien au moment de s'ouvrir, ils imposaient des conditions telles à la divulgation de leurs secrets, qu'il fallait, bon gré mal gré, y renoncer. Et au milieu de tout cela perçait un mysticisme curieux ! ». Le cas des plantes médicinales ajoute une autre dimension à la conception traditionnelle entre sciences/connaissances et pouvoirs dans un contexte colonial : tous les pouvoirs et savoirs n'étaient pas détenus par une seule partie ou un seul groupe.

Ce recueil fait aussi ressortir que la transmission des savoirs ne s'est pas faite que dans le sens des pays/peuples colonisateurs vers des pays/populations colonisés mais aussi dans le sens inverse. En effet, ce travail sur les plantes médicinales, grâce à sa publication dans *Transactions...*, circula en Europe où il suscita un grand intérêt. Il fut mentionné dans divers périodiques tels la *Bibliothèque Universelle de Genève* ou le *Pharmaceutical Journal*. Ce dernier, tout en relevant les faiblesses scientifiques de ce recueil, loua l'initiative, fit ressortir sa bonne réception en Europe et encouragea la Société Royale de Maurice à entreprendre d'autres travaux du même genre<sup>38</sup>. L'on reconnaissait la provenance de ces connaissances des plantes médicinales : « I see that the *Medicina Domestica* is there deriving from two sources : from old East Indian traditions (...) and from those of the Negroes introduced into the

38. *Transactions...*, vol I, part 2, New series, 1860, p. 215.

*Mascarenhas immediately with colonization (...) It would be interesting to prepare from the medicinal plants belonging to active and powerful families, great quantity of extracts for the purpose of chemical investigation. (...) The Flora of the Mascarenhas is very peculiar in some respects »*<sup>39</sup>. Il y eut également des demandes d'informations ainsi que la formulation de souhaits pour que des études scientifiques soient menées sur les plantes par des scientifiques/institutions étrangères, notamment d'Europe.

Quelques décennies plus tard, la revue *Transactions...* montrait toujours de l'intérêt pour les plantes médicinales : « *M. de Robillard nous a porté une plante médicinale dont il voulait savoir le nom (...) Cette plante est administrée ici contre les affections des voies respiratoires (...)*

*Les services que rendent les plantes à la médecine et le nombre considérable de celles employées à cet effet à Maurice, ont attiré, d'une façon particulière, l'attention d'un de nos praticiens les plus distingués »*<sup>40</sup>.

Tout en traitant d'une variété de sujets, *Transactions...* avait aussi voulu répondre aux objectifs que visait la *Royal Society* de prendre en compte l'agriculture et l'horticulture. Elle avait diffusé l'information agricole et sucrière ainsi que les activités de la Chambre d'Agriculture<sup>41</sup> : par exemple, les actions qu'elle entreprit pour trouver des solutions aux problèmes de la canne et sa prise de conscience de la nécessité de faire progresser la recherche après le boom sucrier des années 1840 à 1860 ; ses initiatives d'importation de nouvelles variétés de canne ; l'appel à substituer certains fertilisants à d'autres et le financement d'études pour la production locale de fertilisants ; le soutien à des études sur l'irrigation, les pestes et les maladies des plantes ; la création de prix et de récompenses dans le domaine agricole et de comités de recherche ; l'introduction de techniques et technologies dans la production de sucre. Pourtant, certains changements importants qui eurent lieu dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle allaient causer l'interruption de la revue *Transactions...*

Le Comité d'Agriculture, l'instance chargée de « *définir un programme pour la promotion de la culture de la canne et de l'industrie sucrière, des cultures vivrières ainsi que des cultures secondaires* » avait très vite révélé « *ses limitations quand il s'agissait de négocier avec le Gouvernement Colonial sans l'appui duquel elle ne saurait exister* »<sup>42</sup>. Par conséquent, en 1853, les membres influents de la *Royal Society...* fondèrent la Société d'Agriculture, (qui deviendra la Chambre d'Agriculture), avec pour objectif de « *faire connaître au Gouvernement l'état et les besoins du corps agricole et ainsi obtenir pour la communauté agricole le développement complet de ses ressources et la jouissance intégrale des avantages auxquels elle peut prétendre* »<sup>43</sup>.

39. Une lettre d'un professeur de Munich, reproduite dans *Transactions...*, ibid, p. 214.

40. Annexe D, *Transactions...*, New Series, vol. XIV, 1884.

41. J. Manrakhan, op. cit.

42. Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.

43. *The Mauritius Chamber of Agriculture, 1853-1953*, Port-Louis, General Printing & Stationery, 1953, p. 28, cité in Ly-Tio-Fane, *150 th anniversary*, op. cit.



Plusieurs facteurs furent sans doute responsables de l'entrée en léthargie de la *Royal Society*... et de l'interruption, pour quelques décennies, de la revue *Transactions*... dans les années 1880. On peut en citer quelques uns : dans le même groupe exclusif et limité qui constituait les membres de la *Royal Society*... étaient « recrutés » aussi bien les membres de la Chambre d'Agriculture que du *Mauritius Institute*, créé par l'Etat colonial dans les années 1880 pour s'occuper de la collection de sciences naturelles qui avait appartenu à la *Royal Society*... ; la prise en charge de la question de la recherche scientifique agricole par la Chambre d'Agriculture ; le lancement, en janvier 1887, d'une Revue Agricole<sup>44</sup> mensuelle (qui durera jusqu'en juillet 1892) devenant *Revue agricole et Journal de la Chambre d'Agriculture de l'Île Maurice*, de 1893 à 1898, puis *La Revue Agricole de l'Île Maurice*, sous-titre : *Journal de la Chambre d'Agriculture*, du 28 février 1899 jusqu'à juillet 1902. Peu de temps après le lancement de la *Revue Agricole*, en 1888, *Transactions*... cessa de paraître.

On retiendra cependant que la revue *Transactions*... qui avait paru de manière périodique - quoique irrégulière - pendant environ quatre décennies dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avait désormais établi une véritable tradition de presse scientifique à Maurice. Elle avait sans doute également contribué au développement même de la vie scientifique de la colonie, entre autres, grâce à cette émulation qu'elle n'avait cessé de prôner.

### Les revues scientifiques dans l'île Maurice coloniale du xx<sup>e</sup> siècle

Pendant l'interruption de *Transactions*..., il y eut la création de revues plus spécialisées à l'instar du *Mauritius Institute Bulletin* et de la *Revue Agricole*.

#### *Spécialisation*

Le *Mauritius Institute* avait été inauguré en 1884 mais son Bulletin ne fut lancé que plus d'un demi siècle plus tard, en 1937. Sa création fut justifiée ainsi : « *The Bulletins will contain articles on the taxonomy and ecology of the fauna and flora of the Mascarenes, descriptions of new and little known species, and other problems of general interest pertaining to the Museum Collections. There is at present no publication or periodical in the island suitable for papers of this character, and the Board is of opinion that the Bulletins will prove a useful and much-needed addition...* »<sup>45</sup>.

Les deux premiers numéros du *Mauritius Institute Bulletin* furent consacrés à un « *Revised Catalogue of the Testaceous Mollusca of Mauritius and its Dependencies* »<sup>46</sup> et les numéros suivants comprenaient des écrits sur la faune marine, les coquillages, l'ornithologie... Les articles, spécialisés, étaient difficilement accessibles à un public non initié car ils comportaient un jargon scientifique et technique.

44. Toussaint & Adolphe, op. cit.

45. *Mauritius Institute Bulletin*, vol. 1 part 1.

46. *Mauritius Institute Bulletin*, vol. 1 part 1 ; vol 1 part 2.

Les titres des articles en témoignent, par exemple : « *An annotated catalogue of the Coccoidea of Mauritius* »<sup>47</sup> ; « *Descriptions of four new species of Hydrophilidae from Mauritius and Réunion* » ou « *The Carabid fauna of the Mascarene Islands: data on endemism, affinities, wing atrophy and ecology* »<sup>48</sup>.

La nouvelle *Revue Agricole* qui vit le jour en 1922, annonçait également une certaine spécialisation. Elle s'adressait « *aux planteurs, aux chimistes, à tous ceux qui s'intéressent à l'Agriculture et à l'Industrie* »<sup>49</sup> et ses objectifs étaient « *de tenir le public au courant des progrès non seulement de la science agricole, mais aussi des sciences s'y rattachant, d'offrir le moyen à nos hommes de science de mettre en lumière les résultats intéressants qu'ils obtiennent souvent dans leurs spécialités diverses et enfin, de fournir à tous ceux qui en témoigneront le désir, des données sûres, capables d'être pratiquement utilisées dans les cas spéciaux qui se présenteront* ». Les sujets, quoique variés, étaient, pour la grande majorité, directement ou indirectement liés à l'industrie principale de la canne à sucre, aux industries secondaires de l'aloès, du thé, du tabac et des cultures vivrières, ou encore à l'élevage. La *Revue Agricole* allait devenir, au début de 1954, la *Revue Agricole et Sucrière de l'île Maurice*, « *désignation plus conforme à son statut de revue agricole à tendance sucrière marquée* »<sup>50</sup>.

*Transactions...* avait reparu au début des années 1930, à la faveur du dynamisme retrouvé dans le cadre des célébrations du centenaire de la *Société Royale*. La revue continuait à accorder un intérêt soutenu aussi bien aux sciences dures, à la vie locale, à la région, à l'histoire, qu'à la science médicale : par exemple, le numéro de janvier à décembre 1935<sup>51</sup> publiait, entre autres, des textes de conférences ou articles sur « *Les Pêcheries à Maurice* » ; « *l'organisation religieuse des Iles de France et de Bourbon au temps de Mahé de Labourdonnais* » ; « *l'histoire économique de l'île Bourbon* » ; « *la géologie comparée de Madagascar, Maurice et Bourbon* » ; « *les chromosomes et leur rôle dans l'organisme* ».

On peut se demander si ce n'est pas son trop grand éclectisme, dans un environnement où les institutions scientifiques se spécialisaient, et où existaient déjà deux périodiques scientifiques spécialisés, qui allait entraîner la disparition de *Transactions...* en 1949. Quelques années plus tard, une autre revue scientifique, également spécialisée, le bulletin du MSIRI (Mauritius Sugar Industry Research Institute), allait voir le jour.

### ***Des liens qui persistent***

À l'instar de *Transactions...*, les trois autres principales revues scientifiques de la période coloniale du xx<sup>e</sup> siècle (*Revue Agricole*, *Mauritius Institute Bulletin*, *MSIRI Bulletin*) allaient, dans un premier temps, perpétuer les liens proches qui existaient entre les sociétés privées et les institutions de l'Etat colonial. Le fait que

47. *Mauritius Institute Bulletin*, vol. 3, part 1, May 1949.

48. *Mauritius Institute Bulletin*, vol. 3, part 4, May 1954.

49. Préface, *Revue Agricole*, vol. 1, n° 1, jan-fév. 1922.

50. *Revue Agricole*, vol. 34, n° 1, jan-fév. 1955, p. 1.

51. *Transactions...*, Series C, n° 4, 1935.

*Transactions*... la revue d'une société privée, publiât le « *Rapport sur l'activité scientifique du "Mauritius Institute" pendant l'année 1934* »<sup>52</sup> ainsi que le compte rendu d'une réunion spéciale pour la création d'un Musée historique à Maurice, au Mauritius Institute, institution de l'Etat colonial, constituent quelques exemples qui montrent que les liens entre le *Mauritius Institute* et la *Royal Society of Arts & Sciences* n'étaient pas rompus. Dans les années 1930, *Transactions*... publiait les « nouveaux règlements » de la *Royal Society*... où l'on apprenait que le siège de la société restait inchangé... au sein du *Mauritius Institute*<sup>53</sup>.

En ce qui concerne la *Revue Agricole*, sa création même, en 1922, témoignait des liens proches entre administrateurs coloniaux et élite traditionnelle, comme ce fut le cas pour la revue *Transactions*... au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce fut à la suite d'une communication, en 1921, du Directeur de l'Agriculture, fonctionnaire britannique, sur la nécessité d'étendre l'enseignement agricole et les recherches scientifiques au profit de l'industrie sucrière qu'un Comité fut nommé qui décida de créer une publication<sup>54</sup>. Le *Bulletin de la Société des Chimistes*, de parution irrégulière, d'avril-juin 1910 à janvier-avril 1921, fut étendu pour être également un organe de la Chambre d'Agriculture, ainsi que de la Société des Eleveurs, fondée par le Directeur d'Agriculture lui-même<sup>55</sup>.

Les administrateurs britanniques et les planteurs auront parfois leurs différents, par exemple, le Directeur d'Agriculture, après avoir participé à certaines réunions pour préparer la revue, se retira finalement du projet sans donner d'explication. Cependant, ses liens avec les différentes sociétés et la *Revue Agricole* se refléteront, d'une part, à travers ses propres écrits publiés régulièrement dans la revue, par exemple, le résumé du Rapport Annuel de son Département, ou les prévisions/compilations d'informations par le Département concernant la production de sucre, par exemple « *Preliminary forecast of the 1938 sugar crop* »<sup>56</sup> ; « *Preliminary compilation of Sugar production for the 1938 crop* »<sup>57</sup> ; d'autre part, il y avait la participation réciproque et mutuelle du personnel du Département d'Agriculture avec les planteurs/éleveurs dans divers projets initiés soit par le Département soit par les Sociétés privées. Par exemple, Pierre de Sornay, le rédacteur en chef, louait le Directeur du Département d'Agriculture qui était de nouveau à l'origine d'une exposition après diverses autres expositions organisées dans divers districts de l'Ile, et fit un appel à tous pour soutenir le projet de la « *prochaine exposition industrielle et agricole* »<sup>58</sup> d'octobre 1926 et à laquelle, d'ailleurs, un numéro complet de la *Revue Agricole* fut consacré. L'éditorial nous apprenait aussi que le directeur d'agriculture, « *Le Dr Tempany a créé dans son service une section de Technologie Sucrière qui a rendu déjà des services précieux aux usiniers* »<sup>59</sup>. Quelques mois plus tard, un autre numéro fut consacré à « *La Conférence sucrière de 1927* »<sup>60</sup> organisée encore une fois grâce

52. *Transactions*..., Série C, n° 4, jan-déc. 1935.

53. « Regulations of the Royal Society of Arts & Sciences of Mauritius », in *Transactions*..., 1934, p. 73.

54. *Revue Agricole*, vol. 1, n° 1, jan-fév. 1922.

55. Editorial, *Revue Agricole*, jan-fév. 1927.

56. *Revue Agricole*, n° 99, mai-juin 1938.

57. *Revue Agricole*, jan-fév. 1939.

58. Par exemple, *Revue Agricole*, n° 27, mai-juin 1926, p. 142.

59. *Revue Agricole*, n° 31, janvier-février 1927.

60. *Revue Agricole*, n° 33, mai-juin 1927.

au Directeur de l'Agriculture, qui en avait proposé l'idée au Gouverneur ; la revue ne manqua pas une fois de plus de faire l'éloge du Directeur d'Agriculture.

Ainsi, en cette première moitié du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, se perpétuait la proche collaboration entre fonctionnaires britanniques et des membres de l'élite locale. Selon Storey, les petits planteurs et leurs besoins ne furent pas pris en compte par les institutions de recherche quoiqu'elles fussent gouvernementales<sup>61</sup>. L'agenda de la recherche scientifique, notamment agricole, répondait essentiellement aux demandes et aux besoins des grands planteurs. Ainsi que l'écrit Storey, à Maurice, « *colonial politicians and agricultural scientists were partners in a symbiotic relationship* »<sup>62</sup>.

### ***La Revue Agricole, porte-voix des grands planteurs***

Il fut clair, dès le début, que la *Revue Agricole* défendait les intérêts de certains groupes de planteurs ou d'agriculteurs : « *la nécessité de ce Journal, qui diffusera et vulgarisera la science parmi tous agriculteurs dont l'éducation scientifique doit être complétée* »<sup>63</sup> ; le déterminant « nos » se référerait aux *grands* planteurs et non à tous les planteurs. L'Editorial (signé F. N. Coombes) du deuxième numéro <sup>64</sup> faisait d'ailleurs clairement la distinction entre « *nos planteurs* »/les « *propriétaires sucriers* », d'une part, et les « *petits planteurs* », d'autre part. Certains articles dans la *Revue Agricole* étaient plutôt d'ordre politique que scientifique ou technique et reflétaient les préoccupations majeures des grands planteurs, par exemple la question de la main-d'œuvre pour les usines dans les deux premiers numéros de la revue. Le périodique révélait l'étanchéité qui existait entre le monde des grands planteurs et celui des « petits planteurs ».

La couverture, par la *Revue Agricole*, des troubles de 1937, qui éclatèrent sur des établissements sucriers, suite à une baisse conséquente du prix de la canne payé par les usiniers/grands planteurs aux petits planteurs est significative. On peut souligner certains aspects de cette couverture :

- dans le numéro de mars-avril 1938, en avant-propos d'un article sur le « Prix de revient de la Tonne de Cannes », Pierre de Sornay, le rédacteur en chef, écrivait : « *Le document que l'on va lire est d'une grande importance. M. J. de Spéville, Directeur Général de la Cie, de Mon Désert, s'est livré à une enquête approfondie sur toutes les données de ce problème* »<sup>65</sup>. Voilà une enquête réalisée à partir de seulement l'une des parties concernées (plus des trois quarts des directeurs de propriétés avaient répondu à son questionnaire) et le rédacteur en chef affirmait cependant : « *La lecture de cette étude permettra à tous de se convaincre que le petit planteur est traité dans notre pays avec largesse et bienveillance* ».
- Tous les numéros suivants de cette année 1938 comportaient une partie consacrée à la Commission d'Enquête, sous le titre « Extraits du rapport

61. Storey, op. cit., p. 166.

62. *ibid.*, p. 10.

63. Réunion du Comité du 5 oct. 1921, in *Revue Agricole*, vol. 1, n° 1, 1922, p. 18.

64. *Revue Agricole*, vol. 1, n° 2, mars-avril 1922, p. 58.

65. *Revue Agricole*, mars-avril 1938 [page ?].

de la Commission d'Enquête sur les troubles dans les établissements sucriers en 1937 »<sup>66</sup>. La *Revue Agricole* expliquait ainsi sa démarche : étant donné qu'il serait difficile de résumer ce rapport, « nous croyons préférable de citer les principaux passages des divers chapitres, passages pouvant donner une juste idée de l'appréciation des enquêteurs sur nos conditions économiques »<sup>67</sup>. Il n'est nul besoin de préciser à qui le déterminant « nos » se référerait cette fois encore.

- La revue proposait à ses lecteurs de comparer les conclusions de la Commission d'Enquête au commentaire d'Alfred Britter, Secrétaire de la Chambre de Commerce, qu'elle publiait également, car « elles constituent un faisceau de preuves établissant que les accusations portées contre les planteurs n'étaient pas justifiées. L'étude de M. Britter a été publiée sous forme de brochure et a été remise aux Membres de la Commission d'Enquête (...) La *Revue Agricole* croit utile de reproduire cette étude afin que les autres pays sucriers soient renseignés sur nos méthodes d'exploitation et la part large que nous faisons à ceux qui nous assistent »<sup>68</sup>.

Dans le sillage des événements de 1937, de nouvelles structures furent mises en place, dans les années 1940, pour arbitrer les différends entre usiniers et petits planteurs. C'est l'état colonial et son arsenal légal, d'une part, et la science, érigée en agent neutre, qui furent appelés à jouer le rôle d'arbitre. Cependant, selon M. D. Coombes, la science allait se retrouver encore une fois entre les mains des grands planteurs franco-mauriciens, qui avaient depuis longtemps le monopole d'accès aux ressources scientifiques et légales, ce qui allait les avantager par rapport aux petits planteurs ; « *The sugar millers, who had a monopoly of access to scientific and legal resources, thus stood immeasurably reinforced in struggles with the petits planteurs... The Mauritian College of Agriculture where sugar technologists were trained for the island's factories for decades had no Indo-Mauritian graduates* »<sup>69</sup>.

En 1953, suite aux recommandations de la Commission économique de 1947 (qui avait pour mission la planification de l'économie de Maurice), le Mauritius Sugar Industry Research Institute (MSIRI) fut créé, prenant ainsi la relève de la *Sugar Cane Research Station* du Département de l'Agriculture<sup>70</sup>. « L'arrêté gouvernemental conférant le statut légal au nouvel organisme définissait ainsi ses objectifs : assurer le progrès technique et améliorer l'efficacité de l'industrie sucrière au moyen de la recherche et du développement ». Le MSIRI créa très vite son propre périodique, en 1954, tandis que la *Revue Agricole* devait perdurer. Cependant, si l'on considère la première douzaine des Bulletins du MSIRI, la moitié reproduisait des travaux déjà publiés dans la *Revue Agricole*, signe sans doute que les liens « incestueux » entre les différentes sociétés ou institutions scientifiques et/ou agricoles allaient se poursuivre,

66. *Revue Agricole* de mai-juin 1938 ; juillet-août 1938 ; sept-oct. 1938 ; nov-décembre 1938.

67. *Revue Agricole*, mai-juin, 1938, p. 1.

68. *Revue Agricole*, mai-juin, 1938, p. 75.

69. M. D. Coombes, « *Struggles in the Cane Fields : Small Cane Growers, Millers and Colonial State in Mauritius, 1921-1937* », in *Journal of Mauritian Studies*, vol. 2, n° 1, 1987, MGI, pp. 1-44.

70. [http://www.uom.ac.mu/Faculties/foa/AIS...WEBUK/Maurice/Msiri/msiri\\_intent\\_mu.html](http://www.uom.ac.mu/Faculties/foa/AIS...WEBUK/Maurice/Msiri/msiri_intent_mu.html), consulté en octobre 2005.

au sein des Conseils d'administration ou par les connections familiales, par exemple entre l'institut de recherche (MSIRI) et la Chambre d'agriculture, comme le démontre Storey<sup>71</sup>.

Cependant, certains changements importants avaient commencé à voir le jour. Malgré les difficultés pour constituer le Conseil d'administration/comité de gestion (*administrative council*) du MSIRI au moment de sa création, les petits planteurs allaient désormais y être représentés. Mais surtout, les changements sociopolitiques qui apparurent dans les années 1930 allaient atteindre la recherche scientifique à Maurice, quoique plus lentement. Dans les années 1950, il y eut quelques très rares scientifiques non issus de l'élite traditionnelle qui furent publiés dans les périodiques scientifiques ou qui accédèrent à des postes de scientifiques dans les institutions de recherche, comme par exemple Lim Fat<sup>72</sup>. Dans les années 1960, il y en eut quelques autres<sup>73</sup>, et surtout à partir des années 1970 et 1980, on vit de manière plus prononcée une diversification des scientifiques. Cette diversification des profils socio-ethniques des scientifiques vient ainsi conforter l'idée de Storey que le mouvement de décolonisation a entraîné un changement dans les structures de pouvoir et que la science et la technologie sont parties intégrantes de ce pouvoir.

En effet, la science et la technologie ne sont pas dénuées d'idéologie. Comme le souligne Lucien Sfez : « *Il n'est plus question de voir la technique ou la technologie isolées, neutres, faisant seulement ce qu'elles ont à faire : innover, expérimenter, nous fournir des commodités pour vivre, en somme, incarner le progrès* »<sup>74</sup>. Dans son ouvrage *Sciences et pouvoirs, La démocratie face à la technoscience*, Isabelle Stengers soutient que le savoir technique et scientifique, d'une part, et des préoccupations sociales et politiques, d'autre part, interfèrent<sup>75</sup>. Le contexte mauricien ne semble pas y avoir échappé.

L'examen diachronique des périodiques scientifiques publiés à Maurice depuis le XIX<sup>e</sup> siècle semble conforter ces prises de position autour des relations complexes entre sciences, pouvoirs et idéologies - notamment en ce qui concerne l'industrie du sucre. Cette étude ouvre aussi des perspectives intéressantes par rapport aux débats autour du diffusionnisme et du savoir local dans le contexte colonial.

MAYILA PAROOMAL EST SENIOR LECTURER EN COMMUNICATION  
paroomal@uom.ac.mu

71. Storey, p. 164-172.

72. S. Staub & E. Lim Fat, « The Improvement of the Lime Industry in Mauritius », in *Revue Agricole*,...1954.

73. Par exemple, un article signé S. Félix, G. M. Lallmahomed & L. Orioux, in *Revue Agricole*, vol. XLIV, 1965.

74. Lucien Sfez, *Technique et Idéologie. Un enjeu de pouvoir*, Seuil, 2002, p. 12.

75. Isabelle Stengers, *Sciences et pouvoirs, La démocratie face à la technoscience*, La Découverte, 2002, pp. 28-34.